

10° remplir les critères applicables aux structures pour l'intégration sociale de personnes handicapées, définis en exécution du décret du 27 avril 1997 relatif à la gestion de la qualité dans les établissements d'aide sociale;

11° être disposé à conclure des accords de coopération avec d'autres établissements, en vue d'optimiser les chances d'intégration des personnes handicapées auxquelles ils s'adressent;

12° tenir une comptabilité suivant le modèle défini par le Fonds et transmettre au Fonds, chaque année avant le 1^{er} avril, un rapport annuel, des comptes annuels et un bilan social sur l'année écoulée.

§ 2. Le Fonds peut préciser l'exécution de certaines conditions d'agrément visées au § 1^{er} et déterminer les modèles de certains rapports visés au § 1^{er}.

Art. 2. Pour l'application de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2°, les ateliers protégés doivent s'engager à transmettre au Fonds au moins une fois par an, avec le rapport annuel, la liste des personnes handicapées employées comprenant une description de leur situation avant leur mise au travail dans l'atelier et, pour les personnes ayant quitté l'atelier dans le courant de l'année, leur situation après leur mise au travail dans l'atelier.

Art. 3. Le Fonds décide des agréments accordés aux ateliers protégés selon la procédure arrêté en exécution des dispositions du chapitre VI du décret du 27 juin 1990 portant création d'un "Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap", et fixe leur capacité maximum.

Art. 4. Les dispositions prises en exécution de l'article 47 du même décret du 27 juin 1990 sont applicables aux ateliers protégés, à l'exception des dispositions relatives à la procédure de participation collective.

Art. 5. Lorsque le Fonds décide que les ateliers protégés ne remplissent plus, temporairement, les conditions d'agrément fixées à l'article 1^{er}, la subvention d'entretien ne sera pas payée jusqu'à ce que toutes les conditions d'agrément soient de nouveau remplies.

Art. 6. L'article 41, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés est abrogé.

Art. 7. La décision réglementaire du 7 février 1964 fixant les modalités et les conditions de l'agrément provisoire des ateliers protégés, telle que modifiée par décision réglementaire du 23 mars 1973, est abrogée.

Art. 8. A titre transitoire, le premier agrément n'est accordé qu'au moment où, en application du décret du 27 avril 1997 relatif à la gestion de la qualité dans les établissements d'aide sociale, il est pris acte de l'audit des ateliers protégés. Pour ce premier agrément, l'autorisation est octroyée en même temps que l'agrément.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

Art. 10. Le Ministre flamand qui a l'aide aux personnes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme M. VOGELS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 1715

[C — 2000/29262]

5 JUILLET 2000. — Décret modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 76, alinéa 2, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre est remplacé par la disposition suivante :

« S'il veut continuer sa scolarité dans le même établissement, tout élève qui a atteint l'âge de la majorité est tenu de s'y inscrire chaque année.

Lors de son inscription dans le 1^{er} ou le 2^e degré de l'enseignement secondaire, l'élève majeur est avisé de son obligation de prendre contact avec le chef d'établissement ou avec le centre PMS compétent afin de bénéficier d'un entretien d'orientation et d'élaborer un projet de vie scolaire et professionnelle. Un entretien entre cet élève et un

membre du centre PMS est réalisé au moins une fois par an. Une évaluation de la mise en œuvre et du respect de ce projet est réalisée et communiquée par le chef d'établissement ou le CPMS au conseil de classe lors de chaque période d'évaluation scolaire.

Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur.

L'inscription dans un établissement d'un élève majeur est subordonnée à la condition qu'il signe, au préalable, avec le chef d'établissement ou son délégué un écrit par lequel les deux parties souscrivent aux droits et obligations figurant dans le projet éducatif, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur. »

En tout état de cause, l'inscription dans un CEFA (centre d'éducation et de formation en alternance) d'un élève majeur qui n'a pas terminé soit une troisième année d'étude de l'enseignement de qualification soit une sixième année d'étude de l'enseignement de transition ne peut être refusée. Cet élève bénéficie, prioritairement par rapport aux autres élèves majeurs et dans les limites des capacités des entreprises, d'une convention ou d'un contrat visés à l'article 3, § 2, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit.

Art. 2. Dans l'article 80, § 1er, du même décret, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

« Toutefois, un établissement de la Communauté française n'est pas tenu d'inscrire un élève majeur qui refuse de signer l'écrit visé à l'article 76, alinéa 5. Il n'est pas non plus tenu d'inscrire un élève majeur qui a été exclu définitivement d'un établissement scolaire alors qu'il était majeur. »

Art. 3. Dans l'article 85, alinéa 2, du même décret, les mots « plus de quarante demi-jours d'absence injustifiée » sont remplacés par « plus de vingt demi-jours d'absence injustifiée ».

Art. 4. Dans l'article 93, alinéa 2, du même décret, les mots « plus de quarante demi-jours d'absence injustifiée ».

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le 1er septembre 2000.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 juillet 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,
Mme C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,
W. TAMINIAUX

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

Session 1999-2000.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 86-1. — Rapport, n° 86-2. — Amendement de séance, n° 86-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 27 juin 2000.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 1715

[C — 2000/29262]

5 JULI 2000. — **Decreet tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren** (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. Artikel 76, tweede lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Indien hij verder school wil lopen in dezelfde inrichting, moet iedere meerderjarige leerling zich elk schooljaar opnieuw laten inschrijven.

Bij zijn inschrijving in de 1^e of 2^e graad van het secundair onderwijs wordt de meerderjarige leerling in kennis gesteld van zijn plicht om contact op te nemen met het hoofd van de inrichting of met een bevoegd PMS-centrum teneinde een oriëntatiegesprek te voeren en een school- en werkplan uit te werken. Een gesprek tussen deze leerling en een lid van het PMS-centrum vindt minstens één maal per jaar plaats. Het hoofd van de inrichting of het PMS-centrum gaan na of dit plan goed uitgevoerd en nageleefd wordt en delen hun bevindingen mee aan de klassenraad tijdens elke evaluatieperiode van het schooljaar.

Door zijn inschrijving in een inrichting aanvaardt elke meerderjarige leerling, elke minderjarige leerling en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, het opvoedend project, het pedagogisch project, het inrichtingsproject, het studiereglement en het huishoudelijk reglement.

Vooraleer een meerderjarige leerling zich inschrijft in een instelling, dient hij samen met het hoofd van de inrichting of zijn afgevaardigde een document te ondertekenen waarin beide partijen de rechten en plichten uit het opvoedend project, het pedagogisch project, het inrichtingsproject, het studiereglement en het huishoudelijk reglement onderschrijven. »

De inschrijving in een centrum voor afwisselend leren en werken van een meerderjarige leerling die ofwel een derde studiejaar uit het kwalificatieonderwijs, ofwel een zesde studiejaar uit het overgangsonderwijs niet heeft beëindigd, mag in geen geval worden geweigerd. Deze leerling krijgt, ten opzichte van de andere meerderjarige leerlingen en rekening houdend met de capaciteiten van de ondernemingen, voorrang op een overeenkomst of contract bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het secundair onderwijs met beperkt leerplan.

Art. 2. In artikel 80, §1, van hetzelfde decreet, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« Een inrichting van de Franse Gemeenschap is evenwel niet verplicht een meerderjarige leerling in te schrijven die weigert het in artikel 76, vijfde lid, bedoelde document te ondertekenen. Ze is evenmin verplicht een meerderjarige leerling in te schrijven die definitief uitgesloten werd uit een schoolinrichting toen deze meerderjarig was. »

Art. 3. In artikel 85, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « meer dan veertig halve dagen ongerechtvaardigde afwezigheid » vervangen door « meer dan twintig halve dagen ongerechtvaardigde afwezigheid ».

Art. 4. In artikel 93, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « meer dan veertig dagen ongerechtvaardigde afwezigheid » vervangen door de woorden « meer dan twintig dagen ongerechtvaardigde afwezigheid ».

Art. 5. Onderhavig decreet treedt in werking op 1 september 2000.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet worden bekendgemaakt.

Brussel, op 5 juli 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan O.N.E.,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,
Mevr. C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,
W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

Zitting 1999-2000.

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 86-1. — Verslag, nr. 86-2. — Amendement tijdens de zitting, nr. 86-3.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming. — Zitting van 27 juni 2000.